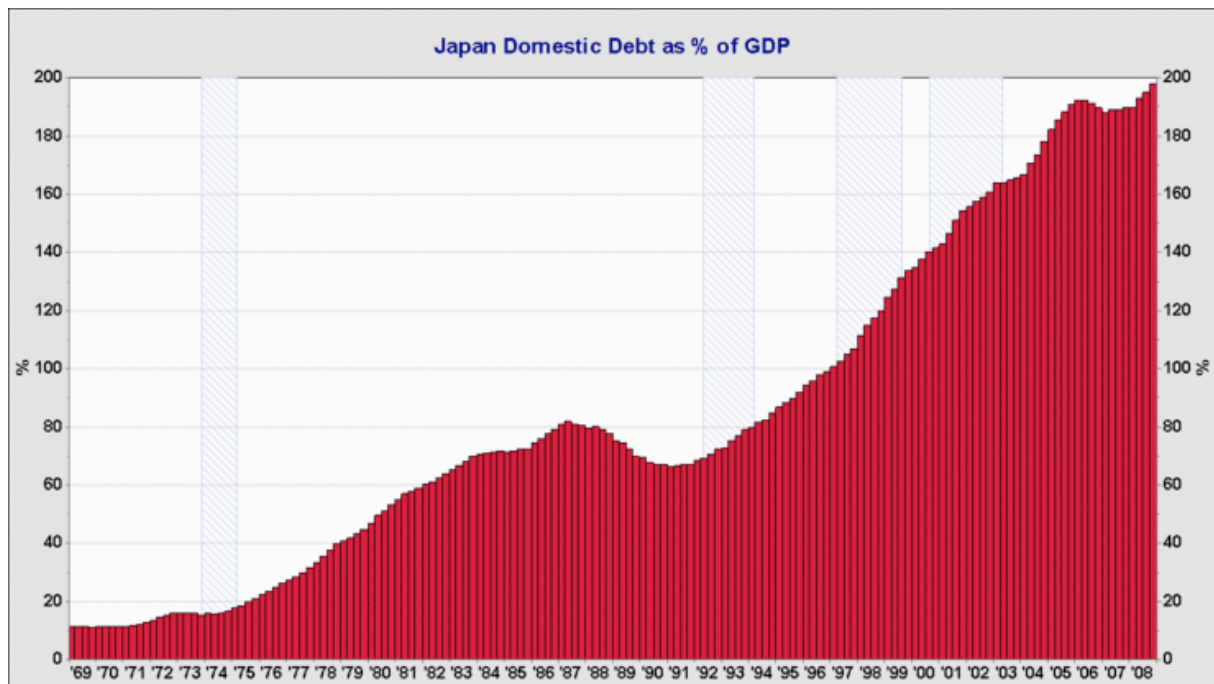


Dette Japonaise

La dette nationale est un problème pour chaque pays et en particulier au cours des dernières décennies pour les pays les plus développés dont le niveau oscille entre 50 et 200%.

Dans le cas du Japon qui a connu en 2 décennies la crise Asiatique, l'éclatement de la bulle immobilière, boursière puis les crises financières de 2001 (bulle internet, world trade center) et de 2007, la situation de la dette est très grave. Preuve s'il en est du faible moral et de la confiance limitée des investisseurs dans leur propre économie, le mouvement massif de délocalisation en Asie du sud est en général et en Chine en particulier ainsi que l'importance des IDE sortant du pays (investissements directs à l'étranger) : 831,1 milliards investis en 2010 portant le Japon à la 7^e place.

Disposant en apparence d'atouts non négligeables tels que d'importantes réserves d'or et de monnaies étrangères (1024 trillions USD), un PIB en PPA (4338 trillions USD) et par habitant (34200 USD) parmi les plus importants au monde, une économie fortement axée sur l'industrie et les services (22,8% et 75,7%), une population active bien formée et nombreuse (65,64 millions) et un taux de croissance enfin revenu dans le positif avec un honorable 3% (-1,2% en 2008, -5,é% en 2009), le Japon semble en bonne position pour effectuer les réformes nécessaires et retrouver le chemin de la croissance.



Pourtant, bien que notée AA par l'agence Standard&Poor, la dette du Japon semble abyssale (196,4% du PIB soit 2246 trillion USD en 2010 contre 192,9% en 2009) et n'entraîne pas l'effondrement de sa note du seul fait que l'essentiel des investisseurs soient nationaux. D'autre part, avec une situation déflationnaire (-0,9% en 2010, -1,4% en 2009), une dette par adulte atteignant 50 000 USD et par enfant de 100 000 USD, des stocks d'IDE faibles (24^e position avec 161,4 milliards en 2010), une population de plus en plus âgée, une autre sous le seuil de pauvreté atteignant 15,7% du total et un taux de chômage persistant à 5,2% (officiellement), la structure même de l'économie est extrêmement fragile.

Le gouvernement Koizumi avait tenté d'entamer des réformes par des mesures à forte portée symbolique (privatisation de la poste) mais il aura fallu attendre l'arrivée du gouvernement Naoto Kan pour apercevoir à nouveau une réelle vision politique à moyen et long terme de la place du Japon dans le monde et un début de réflexion sur la stratégie à mettre en place afin de réduire l'énorme montant de dette. La catastrophe qui vient tout juste de toucher le pays et dont la portée pas plus que les conséquences finales ne sont pas connues mais l'impact sur les moyens de transports et par conséquent les exportations risque d'aggraver encore un peu plus la situation.

D'ores et déjà, plusieurs grands groupes japonais ont mis leurs sites en sommeil et la bourse accuse le 14 Mars une chute de plus de 6% en quelques jours. L'actualité des prochains jours tant concernant les potentielles reprises sismiques que les risques de catastrophes nucléaires nous en dira plus.